

L'EDITO

JUREK KUCZKIEWICZ

COMBIEN DE MORTS AVANT LE PROCHAIN COMMUNIQUÉ ?

Quelques heures après la nouvelle connue du nouveau naufrage en Méditerranée, on a eu droit à des communiqués plus empreints que jamais de « chagrin » et de « douleur ». Ils ne doivent pas faire illusion. Tous les responsables européens savaient parfaitement que le nombre de victimes en mer de la migration africaine allait dès le printemps fracasser les records. L'attente impassible devant ce sablier dont chaque grain versé est une vie humaine perdue, s'expliquait par l'aveuglement des uns, ou le cynisme des autres attendant qu'un nombre « suffisant » de morts crée les conditions d'une mobilisation. Les pistes de solution sont pourtant bien connues. La première, c'est le règlement du chaos li-

byen. C'est largement hors de contrôle de l'UE. C'est pourtant l'Europe, ou du moins certains de ses Etats membres, qui a causé ce chaos en chassant Kadhafi sans s'occuper de la suite : cela laisse une sacrée responsabilité.

L'autre élément de solution est chez nous : il combine argent et volonté. Il en faudra bien plus qu'on n'y consacre aujourd'hui. D'abord pour quadrupler les capacités de surveillance et de sauvetage en mer de Frontex, l'agence européenne des fron-

La première solution est le règlement du chaos libyen

tières. Ensuite pour mettre en place des voies légales de migration : ce pourrait être des centres de migration installés en Afrique du Nord. Et enfin, les 28 doivent s'entendre sur une répartition équilibrée et proportionnée des accueils de migrants et demandeurs d'asile. C'est là qu'est le véritable écueil : la plupart des Etats membres ne veulent pas d'une politique européenne de

migration. Pour des raisons économiques et budgétaires, mais aussi par peur des populistes qui achètent leurs victoires électorales en exploitant les misères sociales intérieures et les sentiments de rejet. L'Europe est une coupable facile, car multiforme. Et les plus responsables ne sont pas toujours les plus visibles. L'Union européenne dispose pourtant d'institutions et de dirigeants dont la mission est de proposer des solutions, de pousser les Etats à se mobiliser, bref, à les confronter à leurs obligations collectives : par la persuasion discrète quand c'est possible, par la dénonciation publique quand c'est nécessaire. Nombre d'acteurs et d'observateurs de la scène européenne se demandent de plus en plus souvent ce que font Donald Tusk, le président du Conseil européen, et Jean-Claude Juncker, le président de la Commission. Juncker et Tusk n'ont pas le pouvoir de stopper le désastre humanitaire en Méditerranée. Mais ils ont la responsabilité d'y organiser une réponse européenne à la mesure de la tragédie.